

Justice. Les avocats quimpérois manifestent à Paris



Une vingtaine d'avocats quimpérois ont participé, mardi, à la manifestation parisienne. (Photo DR)

Une délégation d'une vingtaine d'avocats du barreau de Quimper participait, mardi, à la manifestation nationale organisée dans les rues de Paris pour réclamer la suspension des discussions parlementaires sur le projet de loi de réforme de la justice, débattu en seconde lecture devant l'Assemblée nationale. Le mouvement s'inscrit dans la mobilisation de la profession opposée depuis plusieurs mois au texte du projet de loi.

Affaire renvoyée

À la même heure, la grève a conduit le tribunal correctionnel de Quimper à renvoyer une affaire de violences avec arme. Le 11 décembre dernier, deux jours après les faits au cours desquels un homme avait été blessé d'un coup de couteau au visage, à Douarnez, le prévenu avait demandé un délai pour préparer sa défense. Mardi, le tribunal a renvoyé l'affaire à vendre et maintenu le trentenaire en détention jusqu'au jugement.

QUIMPER EXPRESS

Généalogie. Assemblée générale samedi

Le centre de généalogie du Finistère tiendra son assemblée générale, samedi, à partir de 14 h, à l'espace associatif, au 53, quai de l'Odéon, à Quimper.

En dehors des bilans moral et financier qui seront présentés, chacun des membres de l'antenne quimpéroise sera amené à donner son avis concer-

nant la liste des activités qui seront proposées en 2019 (conférences, ateliers, salons). Ce programme n'est pas figé, d'où l'intérêt d'obtenir un maximum d'avis et de propositions lors de cette assemblée générale.

Elle ne sera pas suivie d'élection. Il sera cependant possible de devenir membre de l'association.

Leucémie Espoir. Café-croissant samedi au Chic

L'association Céline et Stéphane Leucémie Espoir 29 organise samedi, de 10 h à 12 h, son premier café-croissant mensuel de l'année. Cette rencontre conviviale, autour d'un café-croissant, permet d'échanger entre malades souffrant d'une maladie du sang, en cours de traitement, ou guéris, mais aussi avec les familles et pro-

ches. Rendez-vous salle Macareux, sous les locaux administratifs, à proximité des locaux de l'amicale du personnel et des syndicats. Le changement de local, longtemps envisagé avec la restructuration du bâtiment, n'est plus d'actualité. Contact : tél. 06 60 55 61 11 ; mél : acs@leuceemie-espoir.org.

SORTIR PUBLICITÉ

Restaurant

Crêperie Chez Mimi

Services fiscaux. Les agents n'en peuvent plus



Les agents des services fiscaux du Finistère déplorent le manque de considération du gouvernement à leur égard.

Lannig Stervinou

Alors que **Gérald Darmanin promet une prime de 200 € en février, les représentants syndicaux des agents des services fiscaux du Finistère considèrent qu'il s'agit d'une sorte de poudre de perlimpinpin et manifestent leur mécontentement.**

annoncée par le ministre de l'Action et des Comptes publics, **Gérald Darmanin**, qui ne satisfait pas. « Au moment où le gouvernement a besoin d'envergure, qui s'appelle le prélèvement à la source, on nous supprime encore 35 emplois alors que l'accueil physique et courriel est considérable. Les collègues sont vraiment à bout. Ils sont fatigués, usés », regrette **Eric Guerry**. « En plus, ils se sentent déconsidérés car notre ministre, **Gérald Darmanin**, a encore dit récemment que la surcharge de travail n'était que légère. Je trouve ça scandaleux », ajoute **Ludovic Morin**, de la CGT.

La prime de 200 €

Mardi 8 janvier, le ministre de l'Action et des Comptes publics a annoncé l'attribution d'une prime exceptionnelle de 200 € net en février pour 40 000 fonctionnaires du fisc, mais cela ne semble pas apaiser les esprits. « Nous sommes 104 000, qui va en bénéficier ? Il est vrai que les collègues qui sont directement confrontés au prélèvement à la source ont des difficultés, mais tous souffrent actuellement », poursuit-il. « Le salaire c'est important, mais 200 € c'est juste symbolique. Nos conditions de travail se dégradent et on ne peut pas répondre

à nos revendications en offrant une prime à 40 000 agents. Cette prime, je considère que c'est un scandale », insiste **Stéphane Drouet**, de **Solidaires**.

Fermeture des services de proximité

À l'heure où le président de la République lance le grand débat national, les représentants syndicaux affirment que le réseau de la Direction générale des Finances publiques, qui a été déjà très impacté, va encore être considérablement réduit. « Environ 80 % des trésoreries de proximité vont être supprimées à l'horizon 2022, ce qui va à l'encontre du service public aux usagers », alerte **Eric Guerry**. « Une directive nous a annoncé que l'objectif était que les usagers se cassent le nez devant la porte. Vous supprimez un point d'accueil et bien, au bout d'un moment, le public s'habitue et toute une part de la population est exclue, déplore **Le Pont-l'Abbiste Jacques Le Pichon**, représentant de la CFDT. Internet doit être un moyen supplémentaire de nous joindre mais pas l'unique moyen ».

Au final, tous s'accordent à dire que ce mouvement est le premier d'une longue série de contestations, bien délimitées sont-ils, à défendre ce service public.